



TRENTE SEPTIEME SESSION ORDINAIRE  
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT  
ET DE GOUVERNEMENT  
**Abuja, 16 février 2010**

---

---

COMMUNIQUE FINAL

---

---

1. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu sa trente-septième Session Ordinaire à Abuja, République Fédérale du Nigeria, le 16 février 2010 sous la Présidence de **Son Excellence Jonathan GOODLUCK** Président par intérim, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

2. Etaient présents à cette Session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants ou leurs représentants dûment accrédités :

- Son Excellence **Dr Thomas Boni YAYI**  
Président de la République du Bénin
- Son Excellence Monsieur **Blaise COMPAORE**  
Président du Faso
- Son Excellence Monsieur **Pedro PIRES**  
Président de la République du Cap Vert
- Son Excellence **Prof. John Evans ATTA MILLS**  
Président de la République du Ghana
- Son Excellence Monsieur **Malam Bacai SANHA**  
Président de la République de Guinée Bissau
- Son Excellence Madame **Ellen JOHNSON-SIRLEAF**  
Présidente de la République du Liberia
- Son Excellence **Dr. Jonathan Ebele GOODLUCK**  
Président par Intérim, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria
- Son Excellence Maître **Abdoulaye WADE**  
Président de la République du Sénégal
- Son Excellence Monsieur **Ernest Bai KOROMA**  
Président de la République de Sierra Léone
- Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**  
Président de la République Togolaise
- Son Excellence **Isatou NJIE-SAIDY**

Vice Président de la République de Gambie

- Son Excellence Monsieur **Youssef BAKAYOKO**  
Ministre des Affaires Etrangères de la République de Côte d'Ivoire
- Son Excellence Dr **Badara Aliou MACALOU**  
Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la République du Mali

3. Son Excellence Monsieur **Saïd DJINNIT**, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et Son Excellence Professeur **Ibrahima FALL**, envoyé spécial de l'Union Africaine en Guinée ont également pris part à cette 37<sup>ème</sup> Session en qualité d'observateur.

4. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont souhaité un prompt rétablissement à S.E. **Alhaji Umaru Musa Yar'Adua** Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en Exercice de la CEDEAO, puis ont salué l'arrivée de S.E. Jonathan Ebele Goodluck, Président par Intérim, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria.

5. Au cours de leur Session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte du rapport annuel 2009 du Président de la Commission de la CEDEAO, du rapport de la 63<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres, du rapport de SE Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire sur le Transport Régional et les Infrastructures en matière d'Energie, du rapport du Conseil Ministériel de Médiation et de Sécurité et des rapports des Médiateurs de la CEDEAO en Guinée et au Niger. Ils ont aussi écouté le Premier Ministre du Niger ainsi que le Porte-parole de la Coordination des Forces pour la Démocratie et la République (CFDR) regroupant l'opposition.

6. Réaffirmant leur engagement pour l'approfondissement du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné les principales recommandations faites dans ces différents rapports puis ont procédé à l'examen approfondi des questions spécifiques suivantes :

Au titre de la Performance Economique de l'Afrique de l'Ouest

7. La Conférence s'est préoccupée des effets pénalisants de la crise économique mondiale sur les performances économiques de la région. A cet égard, elle a invité les Etats membres à prendre des mesures appropriées pour non seulement renforcer leurs réformes structurelles et les mesures de relance économique et financière mais aussi poursuivre leurs efforts notamment dans la libéralisation de leurs économies, dans la promotion des

activités du secteur privé. Aussi, les a-t-elle exhortés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ratifier tous les protocoles de la CEDEAO et à veiller à leur application effective. Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont en outre encouragé la Commission de la CEDEAO à poursuivre ses efforts dans la réalisation du marché commun à travers notamment l'accélération des chantiers d'intégration prioritaires.

8. Saluant l'engagement de Son Excellence Lula Da Silva, Président du Brésil, dans le renforcement de la coopération Sud-Sud, la Conférence a appuyé l'idée du Président du Cap Vert d'organiser un Sommet Brésil-CEDEAO au Cap Vert. Elle a exhorté les Etats membres à y participer et invité la Commission de la CEDEAO à travailler en étroite collaboration avec les Autorités Cap verdiennes pour assurer le dudit Sommet.

Au titre de l'Accord de Partenariat Economique (APE)

9. La Conférence s'est félicitée des progrès enregistrés dans les négociations du texte de l'Accord. Cependant, concernés par les points de divergence persistants, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont souligné la nécessité pour les deux parties de parvenir dans un bref délai à un consensus portant notamment sur la dimension développement, l'inclusion des Prélèvements Communautaires, PC (CEDEAO) et PCS (UEMOA) dans le processus de démantèlement tarifaire ainsi que celle de la clause de la Nation la Plus Favorisée et de la clause de non exécution dans le texte de l'Accord.

10. Aussi ont-ils, s'agissant de l'Offre d'Accès au Marché, invité les deux parties à s'accorder, dans les meilleurs délais, sur le degré de libéralisation de l'Afrique de l'Ouest pour favoriser la conclusion de l'APE. A cet égard et pour permettre à la région d'adopter un programme de libéralisation qui ne compromette pas son développement, la Conférence a lancé un appel à la partie européenne afin qu'elle fasse preuve de flexibilité nécessaire sur le degré de libéralisation et la durée de la période transitoire.

11. Réitérant sa ferme volonté de faire du Programme APE pour le Développement le principal outil assurant la dimension développement de l'APE, le Sommet a exhorté la partie européenne à assurer une mobilisation optimum des ressources nécessaires au financement de ce programme puis l'a invité à présenter un plan de financement de ce programme préalablement à la conclusion de l'Accord. La Conférence a souligné l'aspect central de la dimension développement dans les négociations et a insisté que l'engagement de l'Union européenne sur cet aspect soit ferme et concret.

Au titre des Programmes Energie et Transports

12. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note des principales avancées enregistrées dans la mise en œuvre du Fonds de Développement et de Financement des secteurs du Transport et de l'Energie de la CEDEAO (FODETE-CEDEAO). Après avoir félicité **Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO**, Président de la République de Côte d'Ivoire

pour la qualité de son rapport et son indéfectible engagement à faire de ces secteurs un levier important de l'approfondissement du processus d'intégration ouest africaine, le sommet a approuvé les recommandations pertinentes contenues dans ce rapport.

13. La Conférence a, en particulier, exhorté les Etats membres à s'approprier ce processus avec l'implication directe et continue des Ministres en charge de l'Energie, du Transport et des Finances. Elle a invité la Commission et les autres structures engagées dans le processus (BIDC, BAD, PPDU), à conjuguer leurs efforts pour finaliser les actions préalables à la mise en place effective de ce Fonds. Le Sommet a enfin renouvelé sa confiance à **SEM Laurent GBAGBO**, Président de la République de Côte d'Ivoire puis l'a invité à poursuivre son rôle de coordination dans le développement des infrastructures et à assurer une synergie avec les projets CEDEAO/NEPAD.

Au titre de la Politique Agricole et Environnementale

14. Le Sommet s'est réjoui de la signature du Pacte Régional faisant de ECOWAP un cadre unique de référence pour les interventions et la coordination de l'appui au secteur agricole. Afin de consolider ce cadre de partenariat pour la mise en œuvre effective d'ECOWAP, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté la Commission à accélérer la mise en place du fonds régional et du mécanisme institutionnel prévu à cet effet. Aussi, ont-ils encouragé les Etats membres à finaliser leur Table Ronde et entamer le processus d'élaboration de leurs plans opérationnels d'investissement agricoles.

15. Préoccupée par la question du changement climatique, la Conférence a admis la nécessité d'une réponse concertée, globale et ambitieuse. Elle a encouragé la poursuite des négociations sur cette question d'intérêt majeur au niveau international, puis a instruit la Commission d'accélérer l'adoption du plan d'adaptation au changement climatique visant à réduire la vulnérabilité de l'Afrique de l'Ouest.

Au titre de la Paix et de la Sécurité Régionale

16. Malgré une certaine amélioration de la situation sécuritaire, le Sommet s'est inquiété des signes de recul observés dans les processus de démocratisation dans la région. Tout en encourageant les Etats membres à respecter les protocoles pertinents en la matière, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont instruit la Commission de la CEDEAO à intensifier ses efforts d'accompagnement des Etats membres dans ce processus.

17. Passant en revue la récente situation politique et sécuritaire, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont formulé les observations suivantes et ont décidé ce qui suit.

18. **S'agissant de la Guinée Bissau**, la Conférence a assuré **S.E.M. Malam Bacai Sanha**, Président de la République de Guinée Bissau, de son soutien pour la mise en œuvre des initiatives prises en matière de renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre l'impunité et le trafic de drogue. La Conférence a également décidé de faciliter la mobilisation des ressources pour accompagner la réforme du secteur de sécurité, la fourniture des services sociaux de base et le renforcement des capacités des services

économiques. Elle a invité la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec l'Union Africaine, à finaliser les modalités d'une assistance au gouvernement bissau-guinéen dans le cadre de la mise en œuvre de ces différentes initiatives.

19. Le Sommet a, par ailleurs, salué l'initiative de l'Union Européenne de convoquer une Conférence Internationale des Bailleurs de Fonds au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, afin de mobiliser les ressources nécessaires au développement socio-économique de la Guinée Bissau. Il a lancé un appel à la Communauté Internationale afin qu'elle s'inscrive dans cette démarche collective visant à soutenir le nouveau gouvernement dans la stabilisation et la pacification de la Guinée-Bissau. Le Sommet a demandé à la Commission de collaborer avec le Gouvernement bissau-guinéen et l'Union européenne en vue de la convocation de cette Conférence d'ici avril 2010. La Conférence les a exhorté à joindre leurs efforts dans l'identification des projets prioritaires à soumettre à cet effet.

20. **Concernant la Guinée**, la Conférence s'est félicitée de la signature de la Déclaration conjointe de Ouagadougou du 15 Janvier 2010 comme une étape positive et déterminante pour la restauration de l'ordre constitutionnel et pour la sortie de crise en Guinée. Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité toutes les parties prenantes de la crise guinéenne pour leur maturité puis ont salué la médiation positive **de S.E.M. Blaise Compaoré**, Président du Faso, et Médiateur de la CEDEAO, qui a permis une avancée significative dans le processus de sortie de crise. Ils l'ont encouragé à poursuivre ses efforts de médiation afin de garantir la réussite de la transition.

21. Tout en appelant à la mise en œuvre diligente de cette Déclaration, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué la désignation du Chef de l'Etat par intérim, le **Général Sékouba Konaté**, ainsi que la nomination du Premier Ministre de transition, **Jean-Marie Doré**, la mise sur pied d'un Conseil National de Transition et la formation du gouvernement de transition. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté toutes les parties prenantes à coopérer avec les autorités de transition en vue de poursuivre ce processus, en particulier la finalisation des préparatifs pour la tenue des élections libres et transparentes dans le délai de 6 mois imparti par ladite Déclaration. Ils se sont particulièrement félicité du démarrage d'une mission conjointe (CEDEAO/UA/NU) d'accompagnement en matière de réforme du secteur de défense et de sécurité pilotée par le Général Lamine Cissé.

22. A cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réitéré la nécessité pour les membres du Conseil National de Transition, le Chef d'Etat de Transition, les membres du CNDD, le Premier Ministre et les membres du Gouvernement d'Union Nationale ainsi que les membres des forces de défense et de sécurité en activité de ne pas se présenter auxdites élections.

23. La Conférence a réitéré son ferme engagement à mobiliser l'appui international pour les réformes post électorales du secteur de défense et sécurité, pour l'assistance socio-économique ainsi que pour la relance de l'économie guinéenne. A cet égard, elle a lancé un appel à la Communauté Internationale et les Partenaires Techniques et Financiers à accompagner la Guinée dans la réussite de la transition et dans les réformes institutionnelles.

24. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note du rôle positif joué par le Groupe International de Contact sur la Guinée (ICG-G) et ont exprimé l'espoir que ce dernier continue à accompagner la Guinée tout au long du processus de transition.

25. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont demandé au Président de la Commission d'examiner à nouveau l'interdiction de voyage qui a été imposée à certains Guinéens suite aux massacres du 28 septembre 2009 et de concevoir une nouvelle liste révisée ciblant plus particulièrement ceux qui ont été directement impliqués dans les massacres ou qui ont empêché la mise en œuvre de la Déclaration de Ouagadougou.

26. **S'agissant de la Côte d'Ivoire**, Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité l'ensemble de la classe politique ivoirienne à tout mettre en œuvre pour préserver le processus de paix conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord Politique de Ouagadougou et des Accords complémentaires. En conséquence, la Conférence a encouragé le Facilitateur et tous les acteurs politiques ivoiriens à poursuivre le dialogue en vue de résoudre rapidement les questions en suspens relatives notamment à la finalisation de la liste électorale, et de fixer une date ferme pour lesdites élections.

27. La Conférence a félicité **S.E.M. Blaise Compaoré**, Président du Faso, Facilitateur du dialogue Inter-Ivoirien pour sa diplomatie agissante et pour les progrès enregistrés depuis lors et l'a invité à poursuivre ses efforts de facilitation.

28. **S'agissant de la situation au Niger**, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué le **Général Abdulsalami A. Abubakar** pour ses efforts de médiation inlassables au Niger. La Conférence a déploré les progrès limités enregistrés dans le cadre du dialogue Inter Nigérien entamé le 21 décembre 2009 et placé sous la facilitation du **Général Abdulsalami A. Abubakar**, ancien Chef d'Etat de la République Fédérale du Nigéria et Médiateur de la CEDEAO. Elle a exhorté les deux parties à faire preuve de beaucoup de flexibilité et à placer l'intérêt supérieur de la Nation au dessus de toute considération afin de mettre fin à l'impasse actuelle et de ramener rapidement le pays dans la légalité constitutionnelle.

29. Afin de consolider les efforts de médiation, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné la résolution de l'Union Africaine faisant du dialogue un instrument de construction d'un consensus politique de sortie de crise. Encourageant le Médiateur de la CEDEAO à poursuivre ses efforts de facilitation, le Sommet a demandé à l'Union Africaine de compléter le travail du **Général Abdulsalami A. Abubakar** dans l'esprit de l'étroite collaboration existant entre les deux institutions, en désignant un envoyé spécial au Niger. Son Excellence Maître Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal a accepté de se mettre au côté du facilitateur pour poursuivre les efforts de médiation.

30. **S'agissant du Togo**, le Sommet a pris acte du report des élections présidentielles du 28 février 2010 au 04 mars 2010 en raison de certains défis techniques. La Conférence a salué le déploiement d'une mission d'observation civilo-militaire comme une mesure

destinée à instaurer la confiance et qui témoigne de l'engagement de la CEDEAO pour la consolidation de la démocratie au Togo. Dans le souci de renforcer les acquis de la réconciliation nationale issus du dialogue Inter-Togolais, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté toutes les parties prenantes au processus à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir un environnement de paix pour la tenue effective des élections libres, transparentes et crédibles dans le respect des dispositions constitutionnelles. Le Sommet a félicité le facilitateur de même que l'ensemble de la classe politique pour l'engagement consacré à cet effet.

31. Réaffirmant son engagement contre le terrorisme, la Conférence a condamné fermement l'attaque terroriste perpétrée le 8 janvier 2010 contre l'équipe nationale de football du Togo à la 27<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Elle a adressé ses sincères condoléances et sa sympathie au gouvernement et au peuple togolais ainsi qu'aux familles victimes de cette attaque. En ce qui concerne la suspension du Togo des deux prochaines éditions des tournois de la Confédération Africaine de Football (CAF), les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur regret suite à cette décision prise par la CAF et ont lancé un appel pressant à cette dernière afin qu'elle revienne sur sa décision et que cette affaire soit résolue, en tenant compte des valeurs africaines de compassion et d'humanisme. Ils ont demandé au Président de la Commission de la CEDEAO de travailler en étroite collaboration avec le Président de l'Union de Football Ouest Africaine (UFOA) afin que cette question soit soulevée au cours de la prochaine réunion du Comité Exécutif de la CAF à Lubumbashi, en République Démocratique du Congo, le 19 février 2010, en vue de la levée de l'interdiction qui frappe le Togo de manière à lui permettre de participer au tirage au sort pour la CAF 2012, prévu pour le 20 février 2010.

#### Au titre des Questions Institutionnelles

32. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réjouis de la brillante nomination du Président de la Commission de la CEDEAO, **Dr Mohamed Ibn Chambas** au poste de Secrétaire Général des ACP puis l'ont vivement félicité pour les résultats probants obtenus au cours de son mandat et pour sa forte contribution à l'exécution des chantiers d'intégration de la CEDEAO. Afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement de la Commission, le Sommet a nommé **S.E. Victor Gbeho** de nationalité ghanéenne, au poste de Président de la Commission de la CEDEAO jusqu'à la fin de décembre 2010.

33. En ce qui concerne la rotation des postes de Président, de Vice président, des Commissaires de la Commission de la CEDEAO, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont demandé au Président de la Commission de soumettre une proposition sur les modalités de cette rotation au prochain Conseil des Ministres et dont les recommandations seront soumises au prochain Sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de juin 2010.

34. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué le Gouvernement de la République du Libéria pour avoir ratifié le Protocole entre les Etats membres de la CEDEAO et la ZMAO, qu'ils estiment être une étape positive vers la réalisation de l'Union Monétaire.



Au titre de l'élection du Président de la Conférence

35. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont élu le **Dr. Goodluck Ebele JONATHAN**, GCON, Président par intérim de la République Fédérale du Nigéria à la Présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO pour un mandat d'un an.

36. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de mettre en œuvre la décision A/DEC.27/01/06, prise précédemment, concernant le système de rotation du Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. A cet égard, ils ont demandé à la Commission d'établir un calendrier de rotation clair qui tienne compte de l'ordre alphabétique des Etats membres, à soumettre à l'approbation du prochain Sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement au mois de juin 2010 et dont l'entrée en vigueur interviendra en décembre 2010.

37. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont enfin rendu un vibrant hommage à **S.E Alhaji Musa Yar'Adua** Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en Exercice de la CEDEAO pour ses grandes qualités d'Homme d'Etat, sa disponibilité permanente et sa contribution positive à la consolidation du processus d'intégration régionale et à l'enracinement de la culture démocratique en Afrique de l'ouest.

38. Aussi ont-ils exprimé leur profonde gratitude à **S.E Jonathan Ebele Goodluck**, Président par Intérim, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, pour l'hospitalité généreuse et authentiquement africaine qui leur a été réservée pendant leur séjour à Abuja.

39. La Conférence a exprimé ses vœux de bonheur et de prospérité aux peuples Nigériens et des autres Etats membres de la région pour cette année marquant le 50<sup>e</sup> anniversaire de leur indépendance.

40. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également exprimé leur reconnaissance à tous les partenaires au développement de la CEDEAO pour leur appui constant à la réalisation des objectifs de la CEDEAO et l'intérêt qu'ils portent au développement de la région Afrique de l'ouest ainsi qu'au renforcement de la paix et de la sécurité régionale.

41. La prochaine session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement se tiendra à une date qui sera fixée en accord avec le Président en exercice de la Conférence.

Fait à Abuja, le 16 février 2010

LA CONFERENCE



## MOTION DE REMERCIEMENTS

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur profonde gratitude à **Son Excellence Dr. Goodluck Ebele JONATHAN**, Président par intérim et Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, pour l'hospitalité généreuse et toute africaine qui leur a été réservée pendant leur séjour à Abuja. La Conférence a exprimé ses vœux de bonheur et de prospérité au peuple Nigérian pour cette année marquant le 50<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance.

**FAIT A ABUJA LE 16 FEVRIER 2010**

**LA CONFERENCE**